

# RESUME

Le droit de l'environnement est un élément essentiel à prendre en compte dans la stratégie d'une entreprise.

Cette branche du droit a pour particularité d'être issue de sources différentes, quant à leur objet et au plan géographique. De plus, le droit de l'environnement est encadré par des principes variés tels que le principe de prévention ou le principe de précaution. Il a également des domaines d'application très divers les uns des autres, allant de la protection des installations classées à la gestion des déchets.

Le droit de l'environnement doit être pris en compte par les entreprises qui ont différents moyens à leur disposition pour ce faire (labels, normes, etc.). Elles sont parfois contraintes de le prendre en considération avec le développement de diverses obligations d'information sur les conséquences environnementales de leur activité.

# APPLICATIONS

## ★★EXERCICE 3 Extrait actualisé du sujet d'examen, UE4, session 2014, 25 minutes

### Attention

Le sujet proposé ici est extrait d'un sujet de l'UE4, comptabilité et audit. Cependant, il porte exactement sur le chapitre de l'UE1 traitant du droit de l'environnement. Il est donc important pour le candidat de ne pas cloisonner ses connaissances et d'être capable de les mobiliser même si elles ont été acquises dans le cadre d'une autre unité d'enseignement (UE).

Le cabinet Jean est structuré de manière à séparer l'activité audit légal de l'activité expertise comptable. Dans le cadre de l'activité expertise comptable, le cabinet a créé un pôle spécialisé dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

La société Malaga (cotée sur Euronext Paris, compartiment C), qui exerce principalement l'activité « hôtellerie-restauration », est un client important de l'activité expertise comptable du cabinet Jean.

La société Malaga est dirigée par Madame Perex, présidente du directoire. La société anonyme Malaga n'a pas choisi d'anticiper l'application des IFRS 10 et IFRS 11. Cette décision a été prise suite aux conseils prodigués par Mme Bart, associée du cabinet Jean, qui avait préconisé d'attendre  $N + 1$  afin de bénéficier de l'expérience des groupes qui auront anticipé l'application à  $N$ .

En juin  $N$ , l'assemblée générale de la société Prince a nommé le cabinet Jean commissaire aux comptes en remplacement du prédécesseur qui n'a pas souhaité être reconduit dans ses fonctions pour des raisons personnelles. La première certification par le cabinet Jean portera donc sur les comptes de  $N$ .

Mme Perex qui souhaitait s'informer sur la société Gazi (cotée sur Euronext Paris, compartiment C) a consulté le document de référence (DDR) de la société Gazi qui exerce une activité industrielle particulièrement polluante.

Mme Perex a constaté que le DDR de la société Gazi comportait une rubrique responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE). Suite à ce constat, Mme Perex, dont la société Malaga n'exerce pas une activité industrielle particulièrement polluante, interroge le cabinet Jean sur un certain nombre de points.

Mme Perex se pose plusieurs questions auxquelles il vous est demandé de répondre à l'aide de l'annexe.

1. La société Malaga a-t-elle l'obligation de présenter des informations de responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE) ?
2. Quels sont les textes juridiques encadrant les informations de responsabilité sociale, sociétale et environnementale ?
3. L'information au titre du développement durable est-elle intégrée aux informations RSE ?
4. Proposez deux exemples d'informations environnementales qui pourraient concerner un groupe hôtelier.

En dehors de l'information à faire apparaître sur le document de référence (DDR), la réglementation prévoit l'obligation pour la société Malaga de publier des informations au titre de la RSE.

5. Précisez au sein de quel document, établi par qui et pour quel destinataire ?
6. Qui contrôle ce document ?

Ces informations environnementales extrafinancières doivent faire l'objet d'une vérification.

7. Indiquez qui est chargé de cette vérification et quels sont les objectifs du rapport issu de cette vérification.
8. Le commissaire aux comptes de la société Malaga peut-il être en charge de cette mission ? Si oui, sous quelles conditions ?

### ANNEXE : objet de la NEP 9090

Prestations relatives aux informations sociales et environnementales entrant dans le cadre de diligences directement liées à la mission de commissaires aux comptes.

# CORRIGES

## EXERCICES

### ★ EXERCICE 1 Cas de la société Beluga ⌘ 20 minutes

1. Quels sont les effets de cette classification ?

#### Principes juridiques

La directive Seveso est une réglementation européenne qui a instauré une nomenclature des installations classées présentant un risque industriel. En fonction de la catégorie à laquelle appartient l'entreprise visée, elle sera soumise au respect de certaines mesures de protection et de prévention : consignes de sécurité, dispositif d'alerte et d'évacuation en cas d'incident, etc.

Ces installations ont également une obligation d'information renforcée :

- obligation de notification consistant à informer les autorités des quantités et du type de substances dangereuses possédées par l'entreprise ;
- présentation d'un rapport de sécurité permettant de démontrer l'identification des sources de danger et la mise en place d'un système de gestion de la sécurité ;
- obligation d'information des autorités compétentes en cas d'accident majeur ;
- mise en place d'une nouvelle méthode de classification des substances dangereuses avec obligation d'étiquetage ;
- accès des citoyens aux informations sur les installations classées Seveso situées près de chez eux avec recours en justice possible.

Le non-respect de ces obligations est susceptible d'entraîner la responsabilité civile et/ou pénale du dirigeant et de la société.

#### Application au cas

Cette classification aura pour effet de soumettre la société Beluga à des obligations en termes de sécurité et de gestion des déchets. Elle devra également se conformer à l'obligation renforcée d'information.

2. Le comportement de ces salariés est-il susceptible d'être sanctionné ?

#### Principes juridiques

La gestion des déchets est l'un des domaines d'intervention du droit de l'environnement.

La loi met à la charge de toute personne physique ou morale l'**obligation de gérer ses déchets** et de s'en débarrasser selon les règles établies. Des obligations de tri et de recyclage des déchets sont instaurées, notamment à l'égard des entreprises. Le producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination ou valorisation conformément à la réglementation nationale.

Le non-respect de ces obligations permet d'engager la responsabilité civile et/ou pénale de son auteur.

La responsabilité civile est engagée en cas de préjudice subi, la pollution pouvant créer un préjudice pour les riverains du lieu pollué et pour la société de façon générale.

La responsabilité pénale est engagée si ce non-respect est assimilé à une infraction par le Code pénal (élément légal).

#### Exemple

■ Engagement de la responsabilité pénale pour délit de dépôt sauvage d'ordures.

#### Application au cas

Le fait de jeter certains déchets sur un terrain vague est contraire à l'obligation de gestion des déchets nécessitant de s'assurer de leur valorisation ou de leur disparition.

Ce comportement sera source de responsabilité civile, mais également de responsabilité pénale.

3. Qui verra sa responsabilité engagée ?

#### Principes juridiques

Le non-respect des obligations en termes de gestion des déchets est susceptible d'engager **la responsabilité civile et pénale du dirigeant** de l'entreprise.

Pour engager **la responsabilité pénale du dirigeant**, celui-ci doit avoir commis l'infraction de façon volontaire. Le juge est assez exigeant. Le dirigeant ne pouvant ignorer la réglementation, son non-respect est souvent volontaire.

Si l'infraction a été commise **par un salarié**, le dirigeant est également responsable compte tenu du lien de subordination. Sa responsabilité civile et pénale sera engagée.

Il peut s'exonérer de sa responsabilité en cas de délégation de pouvoir ou si le salarié a agi de sa propre initiative à l'encontre des directives qui lui ont été données.

**La responsabilité pénale de la personne morale** est engagée en cas d'infraction commise par l'un de ses représentants ou de ses organes, au nom et pour le compte de la personne morale et dans son intérêt.

**La responsabilité civile** est engagée dès lors que les actes reprochés ont causé un préjudice et qu'il existe bien un lien de causalité entre les deux.

#### Application au cas

Les salariés ont agi suite à une directive de leur supérieur. Leurs responsabilités pénale et civile ne seront pas engagées car ils sont soumis au lien de subordination.

En revanche, il y aura engagement de la responsabilité civile et pénale du responsable de l'usine. Le dirigeant de la société Beluga pourra être exonéré de sa responsabilité s'il apporte la preuve d'une délégation de pouvoirs valable faite au bénéfice du responsable de l'usine. La responsabilité civile et pénale de la société Beluga sera engagée, en tant que personne morale, car ce rejet des déchets a été fait pour réduire les coûts, donc dans l'intérêt de la société et par l'un de ses organes.

★ **EXERCICE 2** Extrait actualisé du sujet d'examen, UE1, session 2012 ⌘ 15 minutes

1. La déclaration de cessation des paiements envisagée par SNG exonère-t-elle le groupe de toute responsabilité en matière environnementale concernant les activités de cette société ? Justifiez votre réponse.

**Principes juridiques**

- Le non-respect des règles relatives à la gestion des déchets est susceptible d'entraîner la responsabilité civile, mais également pénale de son auteur.

Pour engager la **responsabilité civile** d'une personne, il faut un fait générateur, un préjudice et un lien de causalité. Le non-respect des règles édictées par le droit de l'environnement peut être le fait générateur de responsabilité. Le préjudice sera la pollution subie. Le lien de causalité est directement prouvé.

- Le responsable est l'auteur des faits, donc **le dirigeant personne physique**.

La responsabilité de la **personne morale** peut également être engagée dès lors que l'acte reproché a été commis par l'un de ses organes et dans son intérêt.

La **responsabilité des salariés** ne sera engagée qu'en cas de délégation de pouvoirs ou d'acte pris par le salarié de façon autonome.

**Attention**

La responsabilité du groupe ne peut pas être engagée car cette entité n'a pas de personnalité juridique.

La responsabilité de la société mère pourrait être engagée dès lors qu'elle a participé aux décisions de gestion prises par la filiale ou qu'elle est à l'origine de sa situation de cessation des paiements.

- La déclaration de cessation des paiements est faite par le dirigeant lorsque la société ne peut plus faire face à son passif exigible avec son actif disponible. Cette déclaration faite auprès du juge du tribunal de commerce permet d'ouvrir une procédure collective menant à un redressement ou à une liquidation judiciaires.

**Application au cas**

La déclaration de cessation des paiements n'empêche pas l'engagement de la responsabilité de la société, voire même de la société mère. En aucun cas, la responsabilité du groupe ne pourra être engagée.

La procédure collective donnera lieu à un plan de redressement ou de liquidation dans lequel se trouveront les créances liées à l'engagement de cette responsabilité environnementale. La cessation des paiements ne permet donc pas d'échapper à cette responsabilité.

★★ **EXERCICE 3** Extrait actualisé du sujet d'examen, UE4, session 2014 ⌘ 25 minutes

1. La société Malaga a-t-elle l'obligation de présenter des informations de responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE) ?

**Principes juridiques**

Les sociétés françaises cotées sur un marché réglementé ont l'obligation de publier des données sur leur prise en compte de l'environnement. Il s'agit d'une obligation nationale de *reporting* environnemental.

Cette obligation concerne :

- les impacts environnementaux directs de l'entreprise en matière de consommation de ressources en eau ;
- les mesures permettant une amélioration de l'efficacité énergétique ;
- les démarches et dépenses engagées par l'entreprise pour se prémunir contre les risques environnementaux ;
- l'impact de la politique environnementale sur les filiales à l'étranger.

**Application au cas**

La société Malaga est une société cotée. Elle a donc pour obligation de communiquer des informations sur sa prise en compte de l'environnement dans ses décisions de gestion (responsabilité sociale, sociétale et environnementale).

2. Quels sont les textes juridiques encadrant les informations de responsabilité sociale, sociétale et environnementale ?

**Principes juridiques**

Cette obligation de *reporting* environnemental a été mise en place par la loi NRE de 2001, complétée par la loi Grenelle 2 de 2010 puis la loi Warsmann de 2012.

Ces textes se trouvent également dans différents articles au sein du Code de l'environnement.

**Application au cas**

La société Malaga est cotée sur le marché réglementé Euronext. Elle doit donc se conformer aux exigences de la loi Grenelle 2 qui impose la communication de ces informations. L'activité « hôtellerie-restauration » exercée par une société cotée n'est donc pas exclue de ces obligations.

3. L'information au titre du développement durable est-elle intégrée aux informations RSE ?

La loi Grenelle 2, qui a modifié les obligations de communication à la charge des entreprises en matière d'environnement, a élargi le contenu de l'information obligatoire aux « engagements sociétaux en faveur du développement durable » des sociétés.

4. Proposez deux exemples d'informations environnementales qui pourraient concerner un groupe hôtelier.

La société Malaga, qui est un groupe hôtelier, pourrait présenter les informations suivantes pour remplir son obligation d'information au titre de sa RSE :

- actions en faveur de la réduction de la consommation d'eau ou d'énergie ;
- développement des énergies renouvelables ;
- recyclage des déchets ;
- limitation de la consommation de produits polluants.

5. Précisez au sein de quel document, établi par qui et pour quel destinataire ? Les informations relatives à la prise en compte de l'environnement sont publiées dans le cadre du rapport de gestion établi par le conseil d'administration ou le directoire.

Ce rapport, publié chaque année, est à destination des actionnaires. Ces derniers auront à se prononcer sur son approbation lors de l'assemblée générale ainsi que sur les comptes de l'exercice écoulé.

**6. Qui contrôle ce document ?**

Le rapport de gestion est soumis au contrôle du commissaire aux comptes (CAC) qui établit également un rapport communiqué aux actionnaires lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes.

Par ailleurs, le CAC doit être convoqué en même temps que les membres du conseil d'administration (ou du directoire) lors de l'établissement des comptes et du rapport de gestion. Il doit être convoqué également dans le cadre de l'assemblée générale d'approbation des comptes.

**7. Indiquez qui est chargé de cette vérification et quels sont les objectifs du rapport issu de cette vérification.**

Les informations environnementales publiées dans le rapport de gestion doivent être vérifiées par un organisme tiers indépendant selon des modalités qui ont été précisées par l'arrêté du 13 mai 2013.

En pratique, l'organisme tiers indépendant doit produire un rapport dont les objectifs sont de s'assurer de :

- l'exhaustivité des informations : une attestation de présence par laquelle il atteste que toutes les informations requises ont été communiquées ou que leur omission a été justifiée ;
- la sincérité des informations : un avis motivé sur la sincérité des informations figurant dans le rapport de la société et sur les explications relatives à l'absence éventuelle de certaines informations.

**8. Le commissaire aux comptes de la société Malaga peut-il être en charge de cette mission ? Si oui, sous quelles conditions ?**

**Principes juridiques**

Le commissaire aux comptes est compétent pour exercer les missions à la charge de l'OTI.

Ces missions seront réalisées dans le cadre des diligences directement liées (DDL) à la mission de commissaires aux comptes.

Les conditions à respecter pour exercer cette mission sont :

- répondre à une demande expresse du client ;
- respecter le code de déontologie ;
- disposer des compétences nécessaires ;
- être accrédité par le Comité français d'accréditation (Cofrac).

**Application au cas**

La société Malaga pourra demander à son commissaire aux comptes de prendre en charge cette mission sous réserve du respect des conditions précitées.